

ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR L'AMBASSADEUR ALBERT SHINGIRO A L'OCCASION DE LA 21^E REUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ERANGERES DES PAYS EN DEVELOPPEMENT SANS LITTORAL

Excellence Dr. Lemogang KWAPE, Ministre des Affaires Etrangères du Botswana et Président du Groupe des Pays en Développement Sans Littoral ;

Excellence Madame Amina J.Mohammed, Sous-Secrétaire Général des NU ;

Excellence Monsieur Csaba Korösi, Président élu de la 77^e Assemblée

Mesdames, Messieurs,

Qu'il me soit permis d'abord d'exprimer mes vifs remerciements au Président du Groupe, SEM Lemogang KWAPE, Ministre des Affaires Etrangères du BOTSWANA pour la qualité du travail accompli en prélude à la présente réunion notamment en la qualité des documents de travail nous transmis en temps utile, ce qui nous a permis de suivre très attentivement et aisément toutes les communications et par voie de conséquence, pouvoir tirer les conclusions et formuler les recommandations qui s'imposent au regard des défis énormes auxquels les PDSD font face, à l'importance du dossier pour ainsi dire.

Permettez-moi ensuite de féliciter S.E. Monsieur Csaba KOROSI, Président de la 77^e Assemblée Générale, pour avoir été au bénéfice de la confiance des pays membres de l'ONU et ce qui le met à l'avant-garde des travaux de cette 77^e session auxquels fait partie la réunion qui nous occupe présentement pour le bonheur de nos peuples respectifs.

Mesdames, Messieurs,

Je le disais tantôt. Les Pays en Développement Sans Littoral, dont le Burundi, mon pays, font face aux défis énormes sur les plans économique, environnemental dont les méfaits liés aux changements climatiques, sanitaires, et la liste est loin d'être exhaustive.

Nous devons, à cette occasion de la 21^è réunion autour d'une cause juste et noble, partager nos expériences, le vécu au quotidien de nos peuples qui prennent source dans l'absence d'accès à la mer, l'éloignement des marchés mondiaux ainsi que les coûts élevés de transports soit en pays de transit ou en pays d'expédition.

Il serait ainsi important de nous rappeler que les pays en développement sans littoral ont des coûts de transports deux fois plus élevés, en moyenne, et le temps de transport de leurs marchandises à destination des marchés extérieurs ou en provenance de ces derniers est deux fois plus long.

En substance, l'ampleur des coûts de transport nuit à la compétition des pays en développement sans littoral découragent les investisseurs, ralentit la croissance économique et limite les capacités et les possibilités de ces pays de parvenir au développement durable.

Mesdames, Messieurs,

La présence de Madame la Sous-Secrétaire des Nations Unies dans ces assises est un gage de l'engagement des Nations Unies à la cause qui nous rassemble. Nous devons dès lors la capitaliser à travers un plaidoyer pour le relèvement de nos défis en nous basant sur le Programme d'Action de Vienne en faveur des Pays en Développement Sans Littoral pour la décennie 2014-2024, qui renouvelle l'engagement pris par la Communauté Internationale de s'attaquer aux problèmes auxquels ces pays sont aujourd'hui confrontés visant à désenclaver les PDSL en agissant dans six domaines prioritaires. Nous attendons un appui ferme de cette dernière dans le combat au quotidien des PDSL pour le développement.

En retour, chacun de nos pays devrait dans ses politiques créer des conditions favorables pour la mise en œuvre au mois d'un des six priorités.

Mesdames Messieurs,

Dans ce registre, le Gouvernement du Burundi a fait des efforts dans le relèvement des défis liés à l'enclavement à travers le développement et l'entretien des infrastructures (priorité 2) ainsi que l'intégration et la coopération régionale (priorité 4).

Dans sa dynamique d'intégration régionale, un méga projet de voie ferrée régionale reliant la capitale Bujumbura au Port de Dar-es-Salaam et qui va continuer jusqu'au cœur de la RDC dans la ville de Kindu est en cours. Cette voie ferrée très attendues par les populations de nos pays reliera les deux océans Atlantique et Indien et aura un impact significatif sur les économies de nos pays. Il en de même pour des routes transnationales d'intérêt régional qui relient le pays à ses voisins de l'EAC (le Corridor nord,) ainsi que le renforcement de la voie lacustre Kigoma-Bujumbura par le Lac Tanganyika.

Je profite de cette occasion pour solliciter un soutien de nos partenaires pour réussir nos projets spécifiquement celui le projet tripartite qui constitue un moyen sûr de désenclavement du Burundi et qui matérialise la Stratégie Nationale d'intégration Régionale (qui permettent au pays SNIR).

Nous invitons les nations Unies à redoubler d'effort en appuyant autant que possibles les PDSL à travers les domaines prioritaires. Et, à ces derniers, je les recommanderais de réduire autant que possible les barrières non tarifaires, de multiplier les arrêts uniques aux frontières, de réduire les coûts de transport aérien mais également multiplier les dessertes par les compagnies nationales afin de faciliter les voyages interafricains.

Je vous remercie